



DÉCISION

Prise en vertu de la délégation du Conseil Municipal

DEC26_106 - Signature d'une convention de mise à disposition des locaux situés rue Auguste-Renoir à Montigny-lès-Cormeilles, à titre gratuit, au profit de l'association Karaté Club de Montigny

Le Maire de la commune de Montigny-lès-Cormeilles,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-22 5^{ème} alinéa et L. 2144-3,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2122-1 et L. 2125-1,

Vu la délibération n° DEL26_010 du Conseil municipal en date du 2 avril 2026 portant délégation de pouvoirs au Maire, notamment son alinéa 5,

Vu la délibération n° DEL26_084 du Conseil municipal en date du 25 juin 2026 portant adoption des tarifs et quotients 2026,

Vu la demande de Madame Méléna CHAOUADI, Présidente de l'association Karaté Club de Montigny,

Considérant les activités de karaté exercées par l'association Karaté Club de Montigny,

Considérant sa demande de mise à disposition des locaux municipaux sis rue Auguste-Renoir afin d'y organiser ses activités sportives, administratives et associatives,

Considérant qu'il relève de l'intérêt général et de l'intérêt public local de signer une convention de mise à disposition des locaux situés rue Auguste-Renoir, à titre gratuit, au profit de l'association Karaté Club de Montigny,

Considérant que l'association Karaté Club de Montigny exerce des activités présentant un intérêt général et contribuant au lien social,

DÉCIDE :

Article 1^{er} : D'adopter les termes de la convention de mise à disposition des locaux situés rue Auguste-Renoir à Montigny-lès-Cormeilles.

Article 2 : De signer ladite convention, ses avenants et annexes éventuels ainsi que tous documents y afférents avec l'association Karaté Club de Montigny, dont le siège social est situé 5 rue Auguste-Renoir 95370 Montigny-lès-Cormeilles.

Article 3 : De préciser que la convention est conclue pour l'année scolaire 2026-2027, selon le planning d'occupation.

Article 4 : De préciser que la convention est conclue à titre gratuit.

Article 5 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente décision, dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Fait à Montigny-lès-Cormeilles,
le 22 juillet 2026

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification), auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (2-4, boulevard de l'Hautil – 95 000 CERGY) ou par voie dématérialisée, sur le site www.telerecours.fr.

Le Maire,

Miloud GOUAL

Mis en ligne sur le site de la commune le : 24 juillet 2026